

PS-PTB : la guerre des gauches a commencé

COMMUNALES PS et PTB ont rompu leurs négociations à Molenbeek et à Charleroi

- ▶ Pour le PS, le PTB ne veut pas gouverner.
- ▶ Le PTB, lui, dénonce le refus des socialistes de se remettre en question.
- ▶ A Liège et Herstal, les négociations se poursuivent.

L'Union de la gauche n'est ni pour ce soir ni pour demain. Du moins pas à Molenbeek et à Charleroi, où le PS et le PTB ont mis fin à leurs négociations en vue de constituer des majorités communales. Des situations a priori différentes – le PS de Catherine Moureaux n'a pas de majorité absolue, à l'inverse de celui de Paul Magnette – mais qui présentent certaines similitudes. Et augurent des empoignades à venir entre socialistes et marxistes sur la gauche de l'échiquier politique.

1 Echec à Molenbeek. On avait senti le vent tourner depuis le départ des Ecolo mardi. Les verts n'étaient pas nécessaires à la formation d'une majorité mais ils n'étaient pas convaincus par les positions du PS de Catherine Moureaux en matière de bonne gouvernance. Le PTB avait aussi ses propositions en la matière. Le pouvoir, il voulait bien y aller, « à condition d'être entendu ». Dirk De Block, élu PTB à Molenbeek, nous a transmis la note de huit pages (lire ci-contre) qu'il avait déposée lundi sur la table. « Nous

avons fait une sélection de trente propositions parmi toutes celles de notre programme. On était prêts à faire des compromis pour avancer, mais on a dû faire face à des blocages sur des questions clés. »

L'une d'entre elles serait le refus « catégorique » du PS de publier le patrimoine des élus comme cela se fait par exemple en France. Lors de sa conférence

de presse, Catherine Moureaux a assuré qu'elle « n'avait pas fermé la porte » à ce sujet. « Chaque fois, elle répondait "oui, mais..." ou posait mille questions sur l'applicabilité de nos mesures concrètes, regrette Dirk De Block. En fait, le PS ne voulait jamais aller plus loin que ce qui est déjà prévu dans la loi en matière de transparence. »

Catherine Moureaux refusait aussi, dénonce-t-il encore, de ne pas avoir une majorité au niveau des échevins car pour elle, cela démontrait « un manque de confiance » de la part de ses futurs partenaires. Or, après le départ des Ecolo, le PTB ne voulait pas se retrouver prisonnier d'une majorité dominée par les socialistes qui auraient ainsi pu leur imposer leurs vues. Ils ont aussi mal digéré le fait qu'un négociateur socialiste les traite de « populistes » lorsqu'ils ont abordé la question des salaires des mandataires que le PTB veut limiter à 6.000 euros brut par mois.

« De toute façon, il y avait des choses qui clochaient depuis le début », selon la version de Dirk De Block, qui se dit « secoué » par les

négociations avec le PS de Catherine Moureaux. « On nous a mis la pression pendant dix jours pour qu'on accepte n'importe quoi. Au niveau de la section locale, on a finalement jugé qu'il n'y avait pas d'ouverture de la part des socialistes », résume le marxiste qui a débranché la prise en quatre minutes mardi, dans un café situé en face du cimetière.

2 Clash à Charleroi. Une nouvelle réunion était programmée ce jeudi à 16h30, une semaine après une première entrevue. Elle s'est achevée peu avant 19 h sur un constat d'échec qui ne surprend personne. Ce samedi, dans nos colonnes, Paul Magnette avait reproché au PTB de ne formuler « aucune proposition concrète » – critique répétée ce jeudi soir –, de vouloir l'application de la totalité de son programme et d'avancer des demandes infinies pour la Ville, représentant une charge fiscale supplémentaire de 2.000 euros par citoyen. Il avait entraîné une réponse assez sèche du PTB, mercredi après-midi.

Ce jeudi soir, l'interlocuteur du PTB dénonçait la caricature qui est faite de leurs positions par le PS. « Nous n'avons jamais dit que nous voulions appliquer en une fois 100 % de notre programme, conteste Sofie Merckx. Et bien sûr, une fois qu'on a un projet, il faut discuter de son financement. Nous proposons des taxes sur Rive Gauche, sur les agences bancaires ou sur les panneaux publicitaires. »

Plus globalement, le PTB, fort

de ses 15 % et de ses neuf élus doute les ouvrir à un autre partecommuniaux, réclamait un changement de cap dans le chef de la future majorité. « Une rupture » par rapport à un projet qualifié de « libéral » par l'extrême gauche.

De son côté, Paul Magnette, fort de sa courte majorité absolue (26 sièges sur 51), était prêt à mettre « quelques inflexions » plus à gauche, plus sociales dans l'accord de majorité sans pour autant tout révolutionner par rapport à la politique menée ces six dernières années. Trouver un compromis entre deux positions de principe aussi éloignées relevait de l'exploit.

Et puis, il y a l'arithmétique. « *A Charleroi, on se trouve dans une situation où le PS dispose d'une majorité absolue et donc à la capacité d'imposer ses vues à son partenaire, constate Germain Mugemangango, porte-parole du PTB. Et il a confirmé aujourd'hui qu'il ne voulait pas changer de projet.* » Une confirmation que son parti n'entendait pas monter sans garantie dans une majorité où sa présence, requise, n'était pas mathématiquement indispensable. « *Le PTB revenait constamment avec la question du rapport de forces, explique Paul Magnette. Il est clair qu'il ne voulait pas aller dans une majorité.* »

Dès lundi, le bourgmestre carolo va poursuivre ses négociations avec Ecolo (3 élus). Et sans

naire potentiel. « *C'est vrai qu'une majorité de 29 sièges, c'est un peu court* », concède-t-il. Il pourrait s'agir de C+ (CDH - 4 élus) ou de Défi (3 sièges).

3 La guerre des gauches. PS et PTB poursuivent leurs négociations à Liège et à Herstal, où le point de rupture n'est pas atteint. Toutefois, la tension à la gauche de l'échiquier francophone est montée d'un cran. Le manque de confiance mutuel est manifeste. La gauche radicale accuse les socialistes de ne pas vouloir mener des politiques de bonne gouvernance ou en faveur des publics précarisés. Le PS, lui, accuse le PTB de refuser le pouvoir et de, dès lors, tromper les électeurs. Des messages en ce sens ont commencé à circuler sur les réseaux sociaux. Avec, en filigrane, l'affirmation du vote utile à gauche en faveur des socialistes.

Car in fine, c'est sans doute là l'enjeu réel de cette passe d'armes : dans la perspective des élections générales de mai, les deux formations s'appêtent à se disputer l'électorat de gauche. Le PS entend récupérer les voix perdues à bâbord. Un flanc gauche où le PTB entend poursuivre sa croissance. Ces deux formations n'ont donc pas fini de se disputer. ■

**MAXIME BIERME
PASCAL LORENT**

LOGEMENT**La note qui détaille les plans du PTB**

Que veut le PTB ? Dirk De Block, leader des marxistes à Molenbeek, nous a transmis la note de huit pages qu'il avait déposée lundi sur la table. Elle permet de se faire une idée des priorités réelles des communistes, au-delà des discours de campagne. Du programme, trente propositions ont été sélectionnées par la section locale. Le premier point à Molenbeek est le logement. Le PTB fixait un objectif de 1.000 nouveaux logements sociaux d'ici à 2024 sur le territoire de Molenbeek et une refonte complète du Logement Molenbeekois et de sa direction. PS, Ecolo et PTB devaient aussi s'engager à porter à l'échelle régionale une ordonnance pour imposer une grille des loyers.

Les autres thèmes de la note qui n'ont finalement pas été abordés de vive voix par les négociateurs sont la mobilité (transformation d'un parking payant en un parking gratuit), la jeunesse (un pass de 200 euros par adolescent pour faciliter l'accès au sport et à la culture) ou encore la santé. La note prévoit la création de dix maisons médicales où les consultations devaient être gratuites. Les aides sociales du CPAS devaient aussi devenir inconditionnelles.

En matière d'enseignement, le PTB voulait le retour des garderies gratuites et l'embauche de 20 professeurs supplémentaires, soit un par école primaire communale. *« Toutes ces propositions ont un coût mais nous avons tout chiffré, assure Dirk De Block. D'autres mesures rapportaient aussi de l'argent, comme la suppression d'un poste d'échevin et la limite des salaires à 6.000 euros brut par mois. »* Une idée qui aurait fait sortir un négociateur socialiste de ses gonds. *« Il nous a traités de populistes... »*.

M.BMÉ

Molenbeek La grande « alliance du progrès » s'envole

C'est officiel, le PTB bat en retraite à Molenbeek, où il était en train de discuter avec le PS de Catherine Moureaux, invoquant principalement le manque d'engagements concédés en matière de bonne gouvernance pour justifier son départ. Invitée à venir poursuivre les discussions entamées au lendemain du 14 octobre, la délégation marxiste s'est en effet rendue au lieu convenu pour la rencontre mais a rapidement fait volte-face. « On était dans la pièce et on a vite compris que ça allait s'arrêter. J'ai demandé qu'on allume le chauffage et Dirk (De Block, leader du PTB de Molenbeek, NDLR) a dit que ce n'était pas nécessaire », raconte Catherine Moureaux (PS).

Avec ce pas de côté, voici donc la perspective de la « grande majorité du progrès » souhaitée par la future bourgmestre qui s'envole pour de bon, deux jours après qu'Ecolo a fait savoir qu'il ne se sentait plus dans le coup, invoquant peu ou prou les mêmes raisons que le parti de gauche radicale.

Le coup porté à la fille de Philippe Moureaux, l'ancien bourgmestre historique de la commune, est assez rude. Cette dernière estime pourtant avoir fait de véritables concessions pour convaincre le PTB de rester à la table : « On était venu avec des réponses à certaines questions laissées en suspens lundi et des beaux projets, comme l'idée d'avoir 100 % de logement public sur la friche de la gare de l'Ouest », regrette-t-elle.

Retour à la tradition

Passés les regrets, force est de constater que la position dans laquelle la socialiste se retrouve actuellement n'est a priori pas des plus confortables. Il va falloir dès demain reprendre le bâton de pèlerin et tenter de séduire les potentiels

partenaires de toujours. « Je vais proposer à chacun des chefs de file des partis en place de les rencontrer et faire un premier tour pour essayer de trouver une autre majorité », fait entendre Catherine Moureaux.

Plusieurs options sont à ce jour possibles : « La piste la plus crédible, c'est l'axe PS-MR, avec peut-être un 3^e partenaire », soutient Ahmed El Khannous, chef de file des humanistes, faisant valoir une analyse largement partagée par les observateurs. Cette majorité jouirait de 30 sièges sur 45, avec un éventuel bonus. Apporté par le CDH ? L'élu n'en dira pas plus, expliquant n'avoir eu aucun contact avec les socialistes pour l'instant.

Françoise Schepmans (MR), la bourgmestre sortante, affirme également ne pas avoir eu d'échange avec Catherine Moureaux depuis le 14 octobre. Dans une interview accordée à nos confrères de *La Libre*, la libérale laisse cependant entendre qu'elle n'est pas fermée à la discussion : « Si Catherine Moureaux le souhaite, elle peut prendre contact avec moi. »

Dans les couloirs de l'hôtel de ville, il se murmure que la socialiste devra néanmoins déployer les grands moyens pour la convaincre. « Françoise Schepmans n'ira pas sans un partage de mayorat et une parité au collège », glisse un observateur. Voilà qui tombe mal : Catherine Moureaux a fait savoir dans la foulée qu'elle n'entendait pas concéder une partie de son mandat avec qui que ce soit.

Françoise Schepmans, elle, tempore : « On n'en est vraiment pas là. C'est 17 sièges contre 13. Ce n'est pas la question des postes qui est importante, mais

évidemment ce qu'il peut y avoir comme projets communs », garantit-elle, en expliquant vouloir avant tout mettre l'accent sur la préservation des acquis de la précédente législature.

Mais un difficile retour vers le MR, combattu avec vigueur durant ces 6 années d'opposition, n'est pas la seule option qui s'offre mathématiquement au

PS. C'est du moins ce que prétend Catherine Moureaux, qui dit croire en la possibilité d'un olivier élargi à Défi (1 siège). Voilà qui garantirait 24 sièges sur 45 à la majorité. Il faudra alors tenter de convaincre à nouveau les écologistes déçus, qui laissent déjà entendre qu'il ne faudra pas compter sur eux si la liste des mesures concédées par le PS en matière de gouvernance n'est pas revue à la hausse.

En cas de blocage...

Un ultime scénario à considérer reste celui du blocage politique. Que se passera-t-il si, lors du conseil communal du 5 décembre prochain – durant lequel les élus sont censés être nommés –, Molenbeek ne dispose toujours pas de majorité ?

La possibilité d'un retour aux urnes est même évoquée à plusieurs niveaux. Certains partis envisageraient cette option, espérant profiter des frustrations de l'électeur face à l'immobilité actuelle pour renverser les rapports de forces. Quoi qu'il en soit, sans nouvelle majorité à Molenbeek début décembre, le collège actuel devrait en tout cas rester temporairement en place et assurer l'installation du nouveau conseil. ■

ARTHUR SENTE

Molenbeek-Saint-Jean

2018

